



Lundi 8 septembre 2025

Le 10 septembre : par nos grèves et nos actions, organisons le blocage !

Lundi soir François Bayrou a donc jeté l'éponge. Mais les grandes manœuvres commencent déjà pour lui trouver un remplaçant. Comme si de nouvelles têtes allaient pouvoir nous faire avaler la même politique au service des capitalistes.

Derrière Bayrou ou son remplaçant, la politique du patronat à combattre

Les 44 milliards d'économies annoncés par Bayrou, c'est sur notre dos : 3 000 suppressions d'emplois et le blocage des salaires dans la fonction publique, des milliards d'économies dans les hôpitaux, la réduction des remboursements des médicaments et soins, l'augmentation des impôts pour les retraités, etc. Mais, pour les patrons, ce sont 211 milliards annuels de subventions, et l'explosion du budget de l'armée au profit des Dassault, Safran Thalès et autres. Sans oublier le vol annoncé de deux jours fériés, deux jours de travail supplémentaires, gratuits pour les patrons, après avoir déjà décidé de nous faire bosser deux ans de plus avant la retraite.

En orchestrant son départ deux jours avant le 10, Bayrou espérait peut-être désamorcer la mobilisation et la colère qu'a soulevée sa politique, en les ramenant au terrain parlementaire. C'est au contraire un encouragement pour faire du 10 une journée la plus massive possible, point d'appui pour aller vers un mouvement d'ensemble, une grève générale, pour en finir durablement avec ces gouvernements au service du patronat qui licencient, appauvriscent les salariés, les retraités, les sans-emplois, la jeunesse et mènent la guerre aux peuples. Pour cela, oui il faut tout bloquer : sur les lieux d'études, dans les quartiers et avant tout sur les lieux de travail, faire grève dans les transports, les établissements scolaires, les secteurs de l'énergie, la santé, la métallurgie, en s'organisant en assemblée générale et en comité de grève pour décider de la suite.

Ne laissons pas détourner notre lutte

À peine Bayrou sur le départ, ça s'est mis à frétiler chez les politiciens, à qui prendrait sa place. Tous parlent comme lui de « déficit budgétaire à résorber », d'« économies pour redresser la France ». À commencer par le socialiste Olivier Faure qui propose à Macron ses services comme Premier ministre en se faisant fort de ne faire que 22 milliards

d'économies au lieu de 44. Toujours sur notre dos ! Il promet à Macron que son gouvernement « de gauche » (mais sans LFI) ne gouvernerait que par consensus à l'Assemblée, avec la droite donc. Tout un programme.

Le parti le plus anti-ouvrier, le RN, veut, lui, de nouvelles élections législatives, histoire de détourner notre colère vers les urnes, espérant y glaner plus de députés qu'en juin 2024 et arriver aux manettes pour s'en prendre encore plus aux services publics et aux travailleurs immigrés.

Mais ce serait aussi une supercherie de croire qu'il suffirait que Macron dégage et de tout arrêter pour une nouvelle loterie présidentielle.

Non, notre force est dans nos luttes. Des luttes que nous devons diriger nous-mêmes, coordonner, étendre d'un secteur à l'autre, sans attendre pour cela les consignes des sommets des appareils syndicaux, plus prompts à jouer le rôle d'interlocuteurs responsables du pouvoir et du Medef que d'organisateurs des luttes. On vient de le voir avec le refus, au niveau intersyndical des confédérations nationales, de s'associer à l'appel du 10 septembre, pour ne mettre en scène qu'une journée d'action huit jours plus tard, le 18, sans un mot pour tous ceux qui ont prévu d'entrer dans la lutte dès le 10.

Qu'à cela ne tienne ! On saisira toutes les occasions et on commence par le 10.

Tous ensemble le 10 septembre et après pour nos revendications

Augmentation générale des salaires (au moins 400 euros par mois), pas de revenus inférieurs à 2000 euros net, interdiction des licenciements et embauches dans les services publics (hôpitaux, transports...), abrogation de la réforme de l'assurance chômage, retour à la retraite à 60 ans, etc. C'est toute la politique patronale qu'il faut leur faire râver.

O' Mega RH, moins d'humain

En termes de relation, Suez préfère le numérique. Et pour ceux qui n'ont pas accès à l'informatique, ou ne sont pas à l'aise, tant pis ! Car certaines démarches ne se font que par ce portail. Alors que l'attente d'une réponse est longue et que de nombreux mails restent sans réponse, nous préférions des mégas embauches pour pallier le sous-effectif du service RH et des autres services.

Premiers concernés, derniers informés ?

Depuis plusieurs mois, la rumeur grandit, mais la direction n'émet aucun signal. Le 300 PVC à Nanterre va fermer pour travaux et une partie des effectifs va se retrouver au Pecq. Ce qui est agréable, c'est de voir passer des personnes extérieures dans les couloirs, prendre des photos et observer les bureaux à travers les parois vitrées sans que nous soyons plus informés ! Les collègues de Nanterre sont-ils au moins au courant ? Quand se fera le déménagement ? Y aura-t-il une vraie salle de pause à l'étage Visio ? La direction prend son temps et préfère souvent nous mettre devant le fait accompli.

S'attaquer à notre santé en toute franchise !

Le Conseil de l'Assurance maladie a rendu un avis défavorable au doublement des franchises médicales que veut instaurer Bayrou et qui conduirait à ce que les assurés sociaux paient de leurs poches quatre euros au lieu de deux pour une consultation médicale, deux euros par boîte de médicaments, etc. et jusqu'à 200 euros par an au maximum contre 100 actuellement. Au total, ce sont de 700 à 800 millions d'euros qu'il veut piquer dans nos poches.

Mais les avis du Conseil de l'Assurance maladie n'étant que consultatifs, Bayrou a décidé de passer outre et de publier le décret. Au sein du Conseil les représentants des syndicats de salariés se sont opposés à cette mesure, soutenus par la Mutualité française ou l'Union nationale des associations familiales, alors que les organisations patronales, à l'exception de celle des artisans qui est abstenu, ont voté pour. C'est le contraire qui aurait été étonnant.

Bayrou s'en prend à l'aide médicale d'État

À peine quelques jours avant le vote de confiance à l'Assemblée, Bayrou a continué de faire les yeux doux au Rassemblement national et à la droite. Il a proposé de réduire la liste des soins pris en charge par l'aide médicale d'État (AME) destinée aux personnes étrangères en situation irrégulière et à revenus très faibles. Une vieille revendication de Le Pen et de ses amis qui accusent les étrangers de ruiner la Sécu. Ce qui est une contre-vérité flagrante puisque, l'an dernier, l'AME n'a représenté qu'environ

0,5 % des dépenses de santé globales. Il s'agit surtout d'alimenter la xénophobie en tentant de détourner la colère populaire contre les migrants et leurs familles.

L'université d'été du Medef financée par l'argent public

C'est Le Canard enchaîné qui a levé le lièvre. L'université d'été du Medef qui s'est tenue fin août au stade Roland-Garros à Paris, a été financée pour plus de 250 000 euros par de l'argent public. Une quinzaine de ministères, d'établissements publics et de régions ont sorti leurs carnets de chèques pour sponsoriser l'évènement. Ils sont désignés sur les plaquettes publicitaires du Medef comme « partenaires ». Parmi ces derniers, le ministère du Travail, la Caisse des dépôts, l'Association pour l'emploi des cadres, la Banque publique d'investissement, France Travail, l'Urssaf, etc. Et après, c'est à nous qu'on vient faire les poches !

Tour d'Espagne : quand la propagande israélienne déraille

Sur plusieurs étapes de la Vuelta, des drapeaux palestiniens ont flotté et des banderoles ont exigé l'arrêt du massacre à Gaza. Les manifestants ont pointé du doigt l'équipe cycliste Israel-Premier Tech, financée par un milliardaire sioniste et intégrée dans la machine de « sportwashing » qui tente de repeindre en rose les crimes d'occupation et d'apartheid de l'État d'Israël. Une hypocrisie d'autant plus flagrante que l'Union cycliste internationale (UCI) a exclu toutes les équipes russes après l'invasion de l'Ukraine. Le peloton a traversé une contestation populaire qui rappelle que la Palestine est une lutte internationale. Dans les rues comme sur les routes, un message clair : tant qu'Israël bombarde, nous ne fermerons pas les yeux.

Maroc : trente mois de prison ferme pour « blasphème »

La militante féministe Ibtissame Lachgar, a été condamnée à trente mois de prison ferme pour « atteinte à l'islam » et « blasphème ». Elle était poursuivie pour avoir fin juillet publié sur les réseaux sociaux une photo d'elle vêtue d'un t-shirt où apparaissaient les mots « Allah is lesbian », phrase jugée « offensante envers Dieu » par la justice marocaine. Lors de l'audience devant le tribunal de première instance de Rabat, elle a rappelé que son tee-shirt reprenait « un slogan féministe qui existe depuis des années contre les idéologies sexistes et les violences faites aux femmes [...] et n'a aucun rapport avec l'islam ». Plus de 260 prisonniers politiques ou d'opinion croupissent dans les prisons du régime.